

L'Indonésie impose des moratoires pour protéger ses "petites bonnes"

LE MONDE | 06.04.10 | 15h39 • Mis à jour le 06.04.10 | 15h40
Djakarta Envoyée spéciale

Quand les Indonésiens ont découvert à la télévision son visage défiguré par les brûlures et les cicatrices, en juin 2009, ils ont été pris de colère. Petite et menue, l'air timide, les cheveux longs noués dans le dos, Siti Hajar, 33 ans, sortait de trois années d'esclavage. Placée comme "petite bonne" en Malaisie dans une famille de Kuala Lumpur, elle avait subi des sévices et n'avait pas reçu le moindre salaire pendant trente-quatre mois.

Le drame des migrants indonésiens maltraités dans leur pays d'accueil fait la "une" de la presse nationale, à intervalles réguliers, depuis des années. Mais à l'été 2009, l'indignation a été si forte que les autorités de Djakarta ont décidé d'imposer un moratoire sur les départs de travailleurs indonésiens vers la Malaisie. Trois mois plus tard, un second moratoire était décidé à l'encontre du Koweït pour les mêmes raisons.

Chaque année, quelque 700 000 Indonésiens quittent leur pays natal pour des raisons économiques. En Indonésie, (237 millions d'habitants), le chômage affecte 8,3 % de la population active et les salaires sont bas. Ceux qui partent sont des femmes dans 75 % des cas, d'après le Bureau international du travail. Beaucoup de ces Indonésiennes laissent des enfants derrière elles, certaines parce qu'elles les ont eus hors mariage et souffrent de l'opprobre général. L'immense majorité doit se contenter d'un emploi de domestique en Malaisie ou au Moyen-Orient.

On estime à 4,3 millions le nombre de migrants indonésiens, auxquels s'ajoutent 2 à 4 autres millions d'illégaux (qui échouent, la plupart du temps, en Malaisie, ce qui complique le problème). D'après Sewi Kurniawati, journaliste au *Jakarta Globe*, 60 % des migrants indonésiens "souffrent de problèmes qui vont de la dépression au non-paiement du salaire, en passant par la maltraitance, voire la mort ou le suicide".

C'est aux Philippines que le phénomène migratoire est le plus spectaculaire : 10 % de la population s'est ainsi expatriée. Des femmes, là encore, la plupart du temps. Chaque année, elles envoient à leur famille quelque 14 milliards de dollars, contribuant ainsi pour 14 % au produit intérieur brut (PIB) de leur pays natal.

8,2 MILLIARDS DE DOLLARS

En Indonésie, l'argent des migrants n'est pas négligeable non plus : en 2008, les envois de devises se sont élevés à 8,2 milliards de dollars. Aussi, le double moratoire décidé par Djakarta est-il l'objet de critiques. On estime que, loin de résoudre le problème de fond - le sous-emploi, le manque de professionnalisme des agences de placement et le cynisme des intermédiaires -, il favorise l'émigration clandestine.

Quoi qu'il en soit, Djakarta et Kuala Lumpur seraient sur le point d'aboutir à un accord. Les employeurs malaisiens seront désormais tenus d'accorder un jour de congé par semaine à leurs "petites bonnes" et de leur laisser leur passeport. Jusque-là, ils le leur confisquaient presque systématiquement dès l'arrivée. Le troisième point de litige - l'établissement d'un salaire minimum -, lui, est toujours en débat.

Si la Malaisie consent à améliorer le sort de ses immigrés, il va falloir convaincre le Koweït d'en faire autant. Sans oublier l'Arabie saoudite, où 1 million d'Indonésiens travailleraient dans des conditions difficiles à évaluer, selon les ONG de défense des migrants.

Florence Beaugé

Article paru dans l'édition du 07.04.10

Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Newsletters » Talents.fr
» Depeches » Forums » Culture » Carnet » Voyages » RSS » Sites du groupe
» Opinions » Blogs » Economie » Immobilier » Programme Télé» Le Post.fr

Le Monde

» Abonnez-vous à partir de 17 €
» Le journal en kiosque



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Index | Aide